



SOLIDARITÉ FÉMININE AUTOUR DE L'ACCORD
DE PAIX ET DE RÉCONCILIATION

MINUSCA FOCUS

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | #12 | SEPTEMBRE 2019



ACCORD POLITIQUE POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION

ESPOIRS ET DÉFIS

<https://minusca.unmissions.org>





SOMMAIRE

03 EDITORIAL L'ACCORD DE PAIX ENTRE ACQUIS ET DEFIS

04 CONSULTATIONS

LES SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE PAIX SE RETROUVENT POUR UN BILAN A MI-PARCOURS



05 DECLARATION DU PORTE-PAROLE DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT INCLUSIF EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

QUAND LES PARTIES S'ACCORDENT A ADDIS-ABEBA POUR LA PAIX

06



LES PARTENAIRES VEULENT DES MESURES CONCRETES POUR FAIRE AVANCER L'ACCORD

08



09 ILS ONT DIT

10 LE CONSEIL DE SÉCURITÉ EXHORTE LES PARTIES CENTRAFRICAINES À APPLIQUER L'ACCORD DE PAIX

11 MISE EN ŒUVRE

CONSULTATIONS POUR LA MISE EN PLACE DE LA COMMISSION VERITE, JUSTICE, RECONCILIATION ET REPARATION



12 LANCEMENT DES ORGANES DE SUIVI DE L'ACCORD DANS LA OUAKA

12 LANCEMENT DES TRAVAUX DU COMITE EXECUTIF DE SUIVI DE L'ACCORD DE PAIX

14 A KAGA-BANDORO, LE CHEF DE LA MINUSCA EXHORTE LES GROUPES ARMÉS À RESPECTER LEURS ENGAGEMENTS

16 MOBILISATION

SOLIDARITÉ FÉMININE AUTOUR DE L'ACCORD DE PAIX ET DE RÉCONCILIATION

18 AU NOM DE L'APPROPRIATION NATIONALE DE L'APPR

10 TOUR D'HORIZON D'UN ECHANTILLON D'ACTIVITES

21 CHRONOLOGIE

ÉDITORIAL

L'ACCORD DE PAIX ENTRE
ACQUIS ET DÉFIS

Six mois sont passés depuis la signature, à Bangui, par le Gouvernement et 14 groupes armés, de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). Six mois d'espoirs et de défis, mais aussi de mobilisation sociale et d'expression multiforme de volontés et de détermination pour venir à bout de la violence et de ses conséquences dramatiques ; six mois d'accompagnement des partenaires, de sensibilisation en vue d'une appropriation nationale.

Pour le peuple centrafricain, cet Accord, plus que tous les précédents, offre une belle opportunité à la RCA pour non seulement mettre fin au conflit qui la ravage et occasionne tant de misères et de souffrances aux populations, mais en plus reflète une vision commune pour la paix et cherche des solutions aux causes profondes de la violence.

Depuis, bien des chemins ont été parcourus, des acquis enregistrés, au nombre desquels le lancement des consultations nationales pour la mise en place de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Restauration, dont les trois objectifs principaux sont l'établissement et l'explication

des faits ; la protection, la reconnaissance et la restauration des victimes ; et le changement social et politique positif en vue de barrer la route à l'impunité, ce au nom du "vivre ensemble". Autres moments forts, le lancement suivi des travaux du Comité exécutif de suivi de l'Accord de paix. A ce jour, 15 CMOP et 13 CTS sur 17 prévus dans chaque cas ont été installés.

Une marche, certes difficile mais combien résolue de cet Accord aux mille espoirs, comme en témoignent l'installation des comités locaux de paix, sans oublier le bon déroulement du processus du désarmement des ex-combattants...

Mais, on le sait, qui dit mise en œuvre de l'APPR, dit aussi de nombreux défis, parmi lesquels des violations de l'Accord, à divers endroits du pays, par certains groupes armés signataires. Et l'on se souviendra des tueries, le 25 mai 2019, d'une quarantaine d'habitants de Lemouna et Koundjili, dans la Mambere-Kadei, perpétrées par les éléments des 3 R. Un drame qui a suscité une vague sans précédent de condamnations à travers le monde, et auxquels la MINUSCA a répondu en appui aux autorités en y renforçant la sécurité.

Dans la foulée, ont été mis en place

ou se sont activés le mécanisme de coordination sécuritaire de Bocaranga et d'autres mécanismes locaux de résolution pacifique des conflits liés à la transhumance, notamment à Bohong et à Bocaranga, par les autorités locales ; mais aussi des séances de sensibilisations sur le DDR et l'APPR associant des représentants des groupes armés...

Il y a eu aussi Addis-Abeba (Ethiopie) comme un des moments forts ayant vu la matérialisation de la volonté des parties prenantes, gouvernement et groupes armés, mais aussi garants et facilitateurs, de transcender les divergences et donner au processus toutes les chances de réussite, tant il est vrai cette rencontre, convoquée par l'Union africaine, en mai 2019, s'était donné pour vocation de sortir le processus de l'impasse engendrée par la formation d'un gouvernement qui ne faisait guère l'unanimité.

La mobilisation est aussi à la hauteur des attentes des Centrafricains et de leurs partenaires. A travers le pays, des séances de sensibilisation se multiplient avec ferveur et engagement, pour que les populations puissent bien comprendre les principaux points de l'Accord et y adhérer. Les femmes ne sont pas en reste. Sous la houlette de leurs consœurs « Femmes leaders », elles font montre d'une détermination noble et légitime à jouer leur partition dans le concert des sensibilisations, aux côtés des politiques, de la société civile, des leaders communautaires et religieux, des jeunes...

Bref une appropriation nationale autour d'une cause commune et vitale que le présent bulletin se propose de vous vous faire revivre, à travers une série d'articles et de photos, mais aussi une chronologie de moments clés et des encadrés... ■

Bonne lecture !





LES SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE PAIX SE RETROUVENT POUR UN BILAN A MI-PARCOURS

C'est pour faire l'état des lieux de la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), six mois après sa signature par le gouvernement et 14 groupes armés, que toutes les parties se sont retrouvées, ce vendredi 23 août 2019 à Bangui, autour du Premier ministre, Firmin Ngrebada. Convoquée à l'initiative de l'Union africaine et du Gouvernement, la rencontre a permis aux participants d'évaluer les progrès accomplis, mais également d'appréhender les défis enregistrés.

Garants et Facilitateurs de l'Accord étaient également présents, au nombre desquels l'Ambassadeur Matias Bertino Matondo, Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine et Chef du Bureau de l'UA en RCA, Mankeur Ndiaye, Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la MINUSCA, l'Ambassadeur Adolphe Nahayo, Représentant spécial du Secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), ainsi que des représentants d'organisations internationales et des missions et Corps diplomatiques en RCA.

« Pour le bien de nos concitoyens, nous nous devons de converger nos efforts afin que l'APPR-RCA ne soit pas un échec.

Le monde entier nous regarde », a d'entrée de jeu déclaré le chef du gouvernement, qui aussi insisté sur la nécessité de tout mettre en œuvre pour que l'APPR soit le dernier accord qui ramènerait une paix définitive en RCA, tout en rappelant sur la volonté du gouvernement à garantir la paix. « Notre objectif reste et demeure la paix entre tous les centrafricains. Chacun de nous doit jouer sa partition », a en outre plaidé Firmin Ngrebada.

Le Chef du Bureau de l'Union africaine en République centrafricaine s'est pour sa part félicité des avancées constatées dans la mise en œuvre de l'accord, notamment la cessation des hostilités dans certaines parties du pays, l'évolution du processus DDR ainsi que la levée de certaines barrières. « Cependant les Garants et les Facilitateurs notent avec beaucoup de préoccupations nombre de facteurs aggravants qui continuent d'être porteurs d'insécurité et des violations des droits de l'Homme », s'est inquiété Matias Bertino Matondo, faisant référence aux barrages, aux taxes prélevées illégalement, à la violence liée à la transhumance et à l'occupation des bâtiments publics, entre autres.

Si, pour sa part, le chef de la MINUSCA reconnaît que des progrès ont été enregistrés, il déplore néanmoins les actes de sabotage dont se rendent coupables certains signataires



dans la mise en œuvre de cet Accord. « Nous avons montré notre volonté politique d'accompagner le processus en usant des bons offices », fait valoir le Représentant spécial qui annonce que « plus aucune violation » ne restera sans réponse, notamment à travers les sanctions prévues par l'article 35 de l'Accord.

L'une des contributions de la Mission dans ce processus consiste justement à documenter toutes violations enregistrées sur le terrain, tout en déterminant leur nature. Et des rapports sont régulièrement soumis au Comité Exécutif de Suivi pour suites nécessaires. ■



DÉCLARATION DU PORTE-PAROLE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT INCLUSIF EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le Secrétaire général se félicite de la mise en place d'un gouvernement inclusif en République centrafricaine le 22 mars, conformément à l'Accord politique pour la paix et la réconciliation signé à Bangui le 6 février.

Le Secrétaire général se félicite du rôle de premier plan joué par l'Union africaine dans le cadre de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, notamment la conclusion avec succès des consultations qui se sont tenues à Addis-Abeba du 18 au 20 mars, avec l'appui des Nations unies.

Le Secrétaire général exhorte tous les signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation à adhérer aux principes convenus, notamment le rejet de la violence et le respect des droits de l'Homme et de la dignité humaine. Il exhorte en outre tous les signataires de l'Accord de paix à en accélérer la mise en œuvre.

Le Secrétaire général réitère l'engagement continu des Nations unies d'aider la République centrafricaine et appelle tous les partenaires à continuer d'appuyer le peuple et le gouvernement de la République centrafricaine dans leurs efforts en vue d'instaurer une paix durable dans leur pays. ■

New York, 23 mars 2019





QUAND LES PARTIES S'ACCORDENT A ADDIS-ABEBA POUR LA PAIX

Lorsqu'ils se sont réunis en plénière pour la deuxième fois ce mercredi 20 mars 2019, au Siège de l'Union africaine, à Addis-Abeba (Ethiopie), c'est pour annoncer que le consensus a été trouvé entre les deux parties, gouvernement et groupes armés, pour avancer dans la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation en RCA.

Quelques heures auparavant, la même salle accueillait les mêmes interlocuteurs, mais pour permettre « aux parties centrafricaines de se retrouver en famille », comme le précise le Commissaire Paix et sécurité, Smail Chergui. Le moment était davantage dédié à l'exhortation des parties au dépassement de soi et à l'esprit de compromis... Le président de la commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, y a pris part, entre autres pour rappeler que « la paix définitive et en RCA est à portée de votre main. Tout dépend de votre volonté ». Et d'ajouter :

« ce que vous êtes en train de réaliser vous honore, honore votre peuple et le continent tout entier ».

Les consultations auront été longues et, a bien des égards, complexes. Trois jours d'intenses discussions durant lesquelles l'incertitude a peu à peu laissé place à l'optimisme. En effet, le mardi 9 mars, la délégation gouvernementale, conduite par le Premier ministre, Firmin Ngrebada, et les 14 groupes armés signataires de l'Accord de paix semblent parvenus à d'importants points de convergence quant à la poursuite de la mise en œuvre de l'Accord.

À l'annonce du consensus, l'émotion était palpable, le soulagement aussi : « Vous pouvez compter sur l'Union africaine sur ce dont nous avons convenu ensemble », dit l'ambassadeur Chergui à l'égard de ses hôtes, souhaitant par la même que « ces engagements soient réalisés rapidement », car, au final, nous sommes reliés par les mêmes engagements. ■



Même satisfécit du côté de la CEEAC pour l'heureuse issue de la rencontre. « Ensemble, nous venons de démentir les oiseaux de mauvais augure. Avec la détermination de chacun de vous, nous avons tenu bon, nous venons, à la suite de Khartoum, d'offrir un cadeau amélioré à la Centrafrique. Sachez que la CEEAC sera toujours aux cotés de la RCA », fera valoir l'ambassadeur Adolphe Nahayo.

« Ces consultations ont été objectives et menées en mains de maître par l'ambassadeur Chergui que je tiens à féliciter pour sa détermination et son engagement personnel, ainsi que ceux du gouvernement centrafricain et des groupes armés. Les Nations Unies vont continuer à travailler avec les partenaires pour le bon déroulement du processus », souligne pour sa part le Représentant spécial du Secrétaire général, Mankeur Ndiaye.

Le chef de la MINUSCA, s'adressant plus particulièrement aux groupes armés, rappellera sans détour : « Nous sommes très attachés à la protection des populations civiles ; c'est une mission fondamentale de la MINUSCA, et les Nations Unies veulent voir la sécurité desdites populations s'améliorer sur le terrain. Je veux espérer que nous travaillerons ensemble pour aussi parvenir à la restauration de l'autorité de l'Etat à travers la Centrafrique. »

Plus d'un mois déjà depuis la signature de cet Accord. Aujourd'hui, des insatisfactions ont rendu nécessaire une évaluation de sa mise en œuvre comme le prévoit l'Accord. Une nouvelle étape a été franchie, relative au « renforcement du caractère inclusif du Gouvernement », comme l'indiquent l'Union africaine, les Nations unies et la CEEAC, à travers un communiqué de presse conjoint rendu public ce jour.

Les partenaires « exhortent vivement les parties prenantes à se consacrer désormais à la mise en œuvre intégrale de l'APPR-RCA afin de répondre urgemment aux préoccupations essentielles de toutes les Centrafricaines et de tous les Centrafricains, notamment celles relatives au retour de la sécurité, à travers le DDRR et la reconstruction par la mise en œuvre du Plan de relèvement et de la consolidation de la paix en République centrafricaine (RCPCA) ».

Un message bien entendu par le premier ministre Firmin Ngrebada : « je repars avec l'engagement ferme, sous l'autorité du président de la République, de mettre rapidement en œuvre tout ce que nous avons arrêté ici. (...) Plus que jamais, nous avons la responsabilité de mettre rapidement en œuvre l'Accord politique de paix et de réconciliation que nous avons signé le 6 février dernier. Je suis convaincu que dans cet élan solidaire, si nous le souhaitons, avec l'engagement ferme des uns et des autres, on pourrait dans un délai raisonnable connaître un début de transformation dans notre pays ». ■

LES PARTENAIRES VEULENT DES MESURES CONCRÈTES POUR FAIRE AVANCER L'ACCORD



Traduire l'Accord de paix en actions concrètes, c'est l'objet de la deuxième réunion du Groupe International de Soutien (GIS) à la République centrafricaine qui s'est tenue le 17 avril 2019 à Bangui. Une rencontre qui a réuni autour du Président de la République, Faustin-Archange Touadéra, le Secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des Opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, le Commissaire Paix et sécurité de l'Union africaine (UA), Smaïl Chergui, le Directeur Afrique du Service extérieur de l'Union européenne (UE), Koen Vervaeke, ainsi qu'entre autres, le Représentant spécial du Secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Adolphe Nahayo.

«Alliance unique», «Unité totale», Jean-Pierre Lacroix n'a pas tari d'éloges quant à l'action exceptionnelle de l'UA, de l'ONU et de l'UE qui a permis de mener à bien les négociations autour de l'Accord politique de paix et de réconciliation (APPR)

signé le 6 février 2019. « Il n'y a pas de pays en Afrique où le travail soit aussi uni et aussi intense », a-t-il insisté.

Salué comme un moment d'opportunités et d'espoir par Koen Vervaeke, cette première réunion post-APPR du GIS a été pour lui l'occasion de revenir sur « le courage des acteurs centrafricains qui ont mis en place un gouvernement inclusif avec une direction très claire du chef de l'État et du chef de gouvernement ».

En réponse, le Premier Ministre, Firmin Ngrebada, en a appelé à la bonne volonté des signataires pour donner effet aux engagements qu'ils ont pris devant les garants et les facilitateurs du processus. Réaffirmant la bonne foi du gouvernement d'aller encore plus loin dans ses actions, le Président de la République, Faustin-Archange Touadéra, a appelé la communauté internationale à s'impliquer davantage dans la mise en œuvre de l'APPR, notamment en ce qui concerne l'appui au Ministère du Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), qui se trouve face « à un défi majeur concernant la

mise en œuvre et la disponibilité des financements promis ».

L'importance de la communication et de l'information autour de l'Accord a été longuement soulignée. Comme le rappelait Smaïl Chergui, l'appropriation par tous les citoyens de la République centrafricaine de cet Accord et de sa mise en œuvre est une nécessité ».

Insistant sur l'importance d'amener les groupes armés à désigner leurs représentants au sein des comités nationaux, M. Vervaeke a tenu à préciser que l'Accord demeurait fragile et qu'il requerrait un soutien de toutes les forces vives de la Nation. Les membres de la délégation tripartite ont, toutefois, salué la baisse drastique du niveau de violence depuis janvier, tout en précisant attendre à ce que cette évolution continue. En effet, comme le précisait le Secrétaire général adjoint, « négocier un accord de paix et le signer n'est qu'une étape ». Et de conclure que « la violence n'a plus sa place dans celle où se trouve la République centrafricaine ». ■

ILS ONT DIT



Pr. Faustin Archange Touadéra, Président de la République centrafricaine

"Des engagements ont été pris de part et d'autre par les différentes parties qu'il convient aujourd'hui de mettre en application. Je fais de la mise en œuvre de cet Accord la

priorité des priorités. Nous sommes à un tournant décisif de la paix et de la réconciliation. Nous devons unir nos efforts pour ensemble vaincre la fatalité". ■



Smail Chergui, Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine

« Le moment de taire les armes est venu et ça s'applique à tout le monde. Donc, nous nous attendons à ce que la paix, la stabilité et le dialogue se renforcent chaque

jour. Nous ne nous faisons aucune illusion évidemment, il y a encore beaucoup de travail à faire sur le terrain, il y a beaucoup d'investissements à faire pour rapprocher les cœurs pour définitivement mettre derrière soi cette page hideuse, cette page difficile pour la nation centrafricaine. (...) L'Accord de paix signé le 6 février est différent de ceux signés auparavant, car il traite principalement des causes profondes du conflit et des mesures spécifiques à prendre en termes de sécurité, de justice, d'inclusivité, et de répartition équitable de la richesse entre toutes les régions du pays ». ■



Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint des Nations unies aux opérations de paix

"Le maître mot maintenant, c'est la mobilisation de tous pour avancer rapidement dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation

en République Centrafricaine. Aujourd'hui, il y a une fenêtre d'opportunités, il ne faut surtout pas la laisser se refermer parce qu'elle ne se rouvrira peut-être pas de sitôt. (...) Tous ceux qui utilisent la violence en ce moment mettent en péril l'Accord qui est la seule chance pour que la paix revienne en République centrafricaine. Évidemment, nous allons aussi nous mobiliser pour lancer cet appel et inciter chacun à prendre ses responsabilités. " ■



Koen Vervaeke, Directeur général Afrique du Service européen pour l'action extérieure de l'Union Européenne

"Chacun doit prendre sa responsabilité et nous, en tant que partenaires, nous sommes tout à fait déterminés à

accompagner la mise en œuvre de l'Accord. L'Europe a été avec la République centrafricaine depuis des années, avec tout ce que nous pouvons offrir dans le domaine de la sécurité, dans le domaine politique et dans le domaine du développement." ■



Ambassadeur Adolphe Nahayo, Représentant spécial du Secrétaire général de la CEEAC

"Le vœu est que la première préoccupation soit la vulgarisation de cet Accord afin de mettre fin aux clichés destructeurs de la République Centrafricaine véhiculés par les ennemis de la paix". ■



Mankeur Ndiaye, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RCA

"Tous les groupes ont signé l'Accord de manière volontaire et libre. Cette signature est l'expression de la volonté d'aller vers la paix dans l'intérêt du pays et de la

population. Il faut donc donner une chance à ce processus, car la guerre n'a apporté que la désolation et l'arriération. Nous sommes donc là pour vous appeler à la collaboration et à la coopération pour que la paix revienne de manière durable". ■



Denise Brown, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations unies et Coordonnatrice humanitaire

"La sécurité est essentielle pour le développement, et le développement est essentiel

pour la paix. Et ce sont les Centrafricains qui sont vraiment au centre du développement". ■



Bernadette Gambo, Parlementaire

"La paix est un long processus. Notre pays subit cette crise depuis plusieurs années, et ce que nous sommes en train de faire est un travail de longue haleine. Chacun doit conseiller à ses enfants de remettre les armes pour que le

processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) puisse avoir lieu sur l'ensemble du territoire". ■



Cardinal Dieudonné Nzapalanga, Archevêque de Bangui

« On n'a pas d'autres alternatives. La paix doit se faire avec nos ennemis, sinon on sera enchaînés dans la haine ». ■



Léa Mboua Doumta Koyassoum, ancienne Vice-présidente de l'Assemblée nationale

« Le rôle de la femme est capital dans la mise en œuvre de cet Accord de paix qui est un salut pour la Centrafrique. En tant que mère, je suis prête à donner le meilleur de moi-même pour

qu'il aboutisse et qu'enfin nous disions adieu aux démons de la division. Je veux voir les enfants de la RCA grandir normalement ». ■



Dr Jean Kokidé, Secrétaire général de l'Université de Bangui

"Notre population est meurtrie par des décennies de crises récurrentes depuis les années 70, et nous pensons que cet Accord peut aider à apaiser la situation. C'est une occasion pour nous l'ap-

proprier, en comprendre le contenu et le relayer aux autres couches sociales, pour éviter certains commentaires qui ne nous honorent pas". ■

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ EXHORTE LES PARTIES CENTRAFRICAINES À APPLIQUER L'ACCORD DE PAIX

Le 6 février à Bangui, le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés ont signé un Accord politique pour la paix et la réconciliation, après des négociations menées à Khartoum, au Soudan.

La mise en œuvre de cet Accord doit permettre de « répondre aux aspirations exprimées par les citoyens centrafricains en matière de paix, de sécurité, de justice, de réconciliation, d'inclusion et de développement », a précisé le Conseil dans une déclaration de presse.

Le mardi 23 mars, le Conseil a entendu le Représentant spécial du Secrétaire général en République centrafricaine (RCA), Mankeur Ndiaye. Le nouveau chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation (MINUSCA), qui a pris ses fonctions au début du mois, a informé les membres du Conseil sur les résultats des consultations la semaine dernière entre le gouvernement centrafricain et les 14 groupes armés à Addis-Abeba, en Éthiopie.

Les consultations avaient été organisées du 18 au 20 mars à l'invitation de l'Union africaine (UA) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), avec le soutien des Nations unies.

Les membres du Conseil de sécurité ont pris note de l'annonce d'un nouveau gouvernement par les autorités centrafricaines à la suite des consultations d'Addis Abeba. Ils se sont félicités du consensus auquel sont parvenus les parties signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA concernant la formation d'un gouvernement inclusif conformément à l'article 21 dudit Accord. ■



LE SAVIEZ-VOUS ?

■ Le gouvernement inclusif a été nommé le 22 mars 2019, à la suite d'une séance plénière à Addis-Abeba le 20 mars. C'est au terme de ces consultations qu'un consensus a été trouvé notamment sur le renforcement du caractère inclusif du gouvernement comme le demandait l'Accord de paix. A ce jour, toutes les parties signataires y sont représentées.

CONSULTATIONS POUR LA MISE EN PLACE DE LA COMMISSION VÉRITÉ, JUSTICE, RÉCONCILIATION ET RÉPARATION



Un séminaire gouvernemental sur la consultation populaire nationale relative à la mise en place de la "Commission Vérité, Justice, Réconciliation et Réparation" (CVJRR), s'est tenu le 13 mai 2019 à Bangui.

Ouverte par le Premier ministre, Firmin Ngrebada, en présence du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies et chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, la rencontre se veut un moment de réflexion et d'échanges en vue de préparer la mise en place de la CVJRR. Elle a ainsi vu la participation de plusieurs membres du Gouvernement, parmi lesquels la ministre de l'Action humanitaire et de la réconciliation nationale, Virginie Baikoua, dont le Ministère est l'initiateur.

Lors de cette rencontre qui s'inscrit dans le processus de justice transitionnelle, les 34 ministres du gouvernement ont été mis au même niveau d'information, afin de présider cha-

cun une commission de ces consultations nationales populaires.

Le Premier ministre et chef du gouvernement a rappelé que « les assises du Forum national ont exigé la création du CVJRR », et que c'est pour mettre en exécution cette recommandation que « le Chef de l'État a créé le comité de pilotage du CVJRR, avec pour objectif de permettre son appropriation nationale ».

Pour le chef de la MINUSCA Mankeur Ndiaye, « La vérité doit être connue, de même que l'identité des auteurs, ainsi que les causes, faits et circonstances dans lesquelles ces violations ont été commises, » Il a renouvelé « au Gouvernement et au peuple centrafricains l'engagement de la MINUSCA à accompagner ce processus pour

la mise en œuvre rapide de la future Commission Vérité, Justice, Réconciliation et Réconciliation et l'exécution effective de son mandat en faveur de la réconciliation pour une paix durable en République centrafricaine, en ayant toujours à l'esprit les droits des victimes ».

La CVJRR à naître aura trois objectifs principaux : l'établissement et l'explication des faits ; la protection, la reconnaissance et la restauration des victimes ; et le changement social et politique positif. C'est à cette tâche que vont s'atteler les commissions que vont diriger les ministres du gouvernement qui essaieront de trouver des terrains d'entente, tout en ne faisant pas une prime à l'impunité au nom du « vivre ensemble ». ■

LANCEMENT DES ORGANES DE SUIVI DE L'ACCORD DANS LA OUAKA

Les mots sont du Secrétaire général adjoint des Nations unies pour les Opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix : “Bambari est un maillon essentiel dans la mise en place de l'Accord de paix et de réconciliation en RCA”. C'est donc par cette ville que la délégation Gouvernement centrafricain - avec à sa tête le Premier ministre Firmin Ngrebada - Union africaine et Nations unies, accompagnée de diplomates en poste à Bangui, ont entamé leur visite de terrain à l'intérieur du pays, le 15 avril 2019. Ils y ont procédé au lancement officiel du Comité de mise en oeuvre préfectoral (CMOP) pour la Ouaka et du Comité technique de sécurité (CTS), deux structures prévues dans le mécanisme de suivi pour la mise en oeuvre de l'Accord de paix*.

S'adressant aux membres du CMOP et du CTS, le Premier ministre les a exhortés à “travailler chaque jour pour que chaque organe puisse aider à la mise en oeuvre de l'Accord”, soulignant que la paix dépendra “du travail que vous allez faire”. Ensuite, dans un discours aux autorités locales et à la population rassemblées devant la Mairie, il a rappelé les engagements déjà pris par les autorités centrafricaines et annoncé que le Gouvernement va continuer sur cette voie. “La tâche n'est pas facile mais nous réussissons sous le leadership du Président de la République, le travail du Gouvernement et la bonne collaboration de nos frères des groupes armés”, a-t-il dit.

Pour sa part, Jean-Pierre Lacroix a encouragé les membres des organes locaux des mécanismes de suivi qui “peuvent entrer dans l'histoire en oeuvrant pour la paix”. Le responsable onusien s'est également adressé à “ceux qui ont des armes”, rappelant que leurs engagements doivent se traduire réellement à travers les faits.

En sa qualité de Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, l'Ambassadeur Smail Chergui a, à son tour, mis en garde contre la division précisant qu'il n'y a que “des citoyennes et des citoyens de ce pays” qu'il a invités à se tourner résolument vers la réconciliation nationale. “Nous voulons compter sur chacun d'entre vous pour apporter sa contribution”, a-t-il dit. ■

Bossangoa a tenu sa 3ème réunion du CMOP le 30 août 2019. 20 membres des groupes armés, société civile, associations de jeunes et de femmes ont pris part à la rencontre présidée par le Préfet de l'Ouham. Occasion de faire le point de la situation sécuritaire et des recommandations des rencontres précédentes, mais surtout d'entrevoir des solutions consensuelles pour la bonne marche de l'Accord. L'attention des participants a été attirée sur la libre circulation des biens et des personnes, l'interdiction des barrières illégales, du port d'armes et de tenues militaires dans la préfecture de l'Ouham.

LANCEMENT DES TRAVAUX DU COMITÉ EXECUTIF DE SUIVI DE L'ACCORD DE PAIX



Le président de la République Faustin Archange Touadera a officiellement lancé, le 15 mai 2019 à Bangui, les travaux du Comité exécutif de suivi de l'Accord de paix, en présence des plusieurs membres du gouvernement et des partenaires, au nombre desquels, les représentants de l'Union africaine (UA), de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

L'évènement s'inscrivait dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Accord politique de paix et de réconciliation, signé le 6 février 2019 à Bangui. Les membres dudit comité exécutif ont pour mission d'accélérer cette mise en oeuvre, après les différentes étapes déjà franchies, la formation du gouvernement inclusif et la mise en place du comité mixte de sécurité, entre autres.

Pour sa part, le Représentant spécial du Secrétaire général de la CEEAC, l'ambassadeur Adolphe Nahayo, a formulé « le vœu que la première préoccupation du Comité soit la vulgarisation de cet Accord afin de mettre fin aux clichés destructeurs de



la RCA véhiculés par les ennemis de la paix ». Il a exhorté les membres du Comité à travailler d'arrache-pied car, a-t-il fait valoir, « La Centrafrique et la communauté internationale attendent la concrétisation de l'Accord ».

Pour sa part, le Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine et Chef de Mission de l'UA pour la Centrafrique et l'Afrique centrale (MISAC), Matias Bertino Matondo, a souligné que le texte définit clairement le rôle et les engagements de chaque partie », précisant celui de l'UA qui est « d'accompagner techniquement et financièrement le processus ». Et d'exhorter toutes les parties à « promouvoir sans délai le renoncement à la violence et la facilitation de la libre circulation des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire centrafricain ».

Remerciant tous les partenaires de la Centrafrique dans le processus de paix et de mise en œuvre de l'Accord pour leur soutien inestimable, le président Faustin Archange Touadera a rappelé que « des engagements ont été pris de part et d'autre par les différentes parties qu'il convient aujourd'hui de mettre en application ». Il a en outre réaffirmé son attachement à la restauration de la paix, la réconciliation et la sécurité comme un impératif. « Je fais de la mise en œuvre de cet Accord la priorité des priorités (...) Nous sommes à un tournant décisif de la paix et de la réconciliation. Nous devons unir nos efforts pour ensemble vaincre la fatalité », a dit le Chef de l'État.

Les membres du comité ont ensuite longuement échangé sur le fonctionnement de ce dernier, afin de lancer leurs activités proprement dites. ■



A KAGA-BANDORO, LE CHEF DE LA MINUSCA EXHORTE LES GROUPES ARMÉS À RESPECTER LEURS ENGAGEMENTS



Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine et chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, a effectué, le mercredi 3 juillet 2019, une visite de travail à Kaga-Bandoro pour s'entretenir avec les autorités locales, la société civile, ainsi que les responsables des groupes armés sur la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine.

Au cours des nombreux entretiens qu'il a eus avec les différents acteurs locaux du processus de paix. Mankeur Ndiaye a insisté sur la nécessité et l'obligation pour tous les acteurs du processus de respecter les engagements pris dans le cadre de l'Accord et de se s'abstenir de commettre des violations qui les exposeraient à des sanctions internationales clairement prévues dans ledit Accord. « Toutes les formes de violations de l'Accord doivent cesser. L'occupation illégale des bâtiments administratifs, les barrières et le prélèvement illégal de taxes sur les populations, les exactions contre les civils, les braquages, les entraves à la liberté de mouvement, les violences faites aux femmes, notamment le viol, doivent cesser, car ce sont des pratiques inacceptables », a soutenu le chef de la MINUSCA avant de

souligner qu'il n'y a pas d'alternative à l'APPR. Il a ajouté que le Gouvernement centrafricain a fait des concessions importantes dans le cadre de cet Accord et que depuis sa signature le Président Touadera a fait beaucoup d'efforts, notamment avec la formation d'un gouvernement de large ouverture et la nomination de représentants des groupes armés à des fonctions importantes aussi bien au sein du gouvernement que dans différentes institutions de l'appareil d'Etat.

« Je suis au regret de constater que beaucoup de groupes armés ne respectent pas l'Accord. Toutes les semaines, on enregistre entre 50 et 60 violations, cela est inacceptable », a insisté le RSSG devant les représentants des groupes armés. Il leur a expliqué que la MINUSCA est impartiale et qu'elle est là pour accompagner la mise en œuvre de l'Accord, dans



le cadre du mandat que lui a confié le Conseil de Sécurité des Nations unies. L'impartialité veut dire que la Mission ne peut prendre parti ni pour le Gouvernement, ni pour les groupes armés. Elle enregistre et dénonce toutes les violations commises, quels que soient leurs auteurs. « Tous les groupes ont signé l'Accord de manière volontaire et libre. Cette signature est l'expression de la volonté d'aller vers la paix dans l'intérêt du pays et de la population. Il faut donc donner une chance à ce processus, car la guerre n'a apporté que la désolation et l'arriération. Nous sommes donc là pour vous appeler à la collaboration et à la coopération pour que la paix revienne de manière durable », a conclu Mankeur Ndiaye.

Le Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Balla Keita, a ajouté qu'il est plus difficile d'aller vers la paix que de faire la guerre. « Il faut non seulement du courage, mais aussi de l'intelligence pour aller vers la paix, car cela nécessite un changement de mentalité qui consiste à voir l'ex-adversaire comme un partenaire avec qui on travaille. Il faut donc développer l'état d'esprit du partenariat », a expliqué le général Keita aux responsables des groupes armés présents à la rencontre. Il s'est félicité de la réussite du déploiement des FACA à Kaga-Bandoro. Toutefois, il a insisté sur le fait que les éléments de ce contingent n'ont pas droit à l'erreur. Ils doivent être au niveau des standards internationaux sur le plan de la conduite. Sur la question des unités spéciales mixtes qui seront mises en place, le Général Keita a indiqué que l'objectif est surtout de rapprocher les gens, de faire en sorte que ceux qui étaient des ennemis deviennent des partenaires pour la paix.

Le Commissaire de la Police de la MINUSCA, le Général Pascal Champion a indiqué que l'arrivée des Forces de sécurité intérieure est la prochaine étape sur laquelle la MINUSCA travaille avec les autorités centrafricaines. Un certain nombre de policiers et de gendarmes ont déjà été désignés par le Gouvernement pour être déployés dans les prochains jours à Kaga-Bandoro. Par ailleurs, Pascal Champion a informé les femmes de l'OFCA que les enquêtes sur les viols vont se poursuivre et que les responsables seront identifiés et arrêtés pour répondre devant la justice.

Pour sa part, le Préfet de la Nana-Gribizi, M. Abdoulaye Mahamat a exprimé sa gratitude à la MINUSCA pour tout le soutien qui est fourni aux autorités locales dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'Etat et la sécurisation des populations. « La situation s'est beaucoup améliorée au cours des six derniers mois. Aujourd'hui, on entend plus de tirs d'armes la nuit, alors qu'avant toutes les nuits ces tirs d'armes empêchaient certains de dormir », a-t-il déclaré, avant d'ajouter que l'arrivée des FACA a été un succès, malgré les appréhensions d'une partie de la population qui craignait que cela ne relance la guerre. « Avec le travail de sensibilisation fait en partenariat avec la MINUSCA, la population a compris que les FACA ne sont pas là pour faire la guerre, mais pour accompagner le processus de paix, à travers la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation », a expliqué le Préfet. ■



▲ Euphrasie N. Yandoka | Lea M. D. Koyassoum | Diane Adoum | Aissatou Sahada | Bernadette Gambo

SOLIDARITÉ FÉMININE AUTOUR DE L'ACCORD DE PAIX ET DE RÉCONCILIATION

32 femmes, toutes membres de 16 associations féminines, se sont rendues, le 13 mai 2019, dans les 16 préfectures du pays. Objectif : sensibiliser les femmes rurales au contenu de l'Accord politique pour la la paix et la réconciliation (APPR). Engagées dans l'exercice d'appropriation nationale de l'APPR, ces femmes leaders bénéficient du soutien de la MINUSCA, conformément à la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité intitulé "Femmes, paix et sécurité".

Ce projet sera également l'occasion de mettre en place le chapitre national du Réseau des femmes leaders africaines pour la transformation de l'Afrique (AWLN), ainsi que ceux de Réseau de femmes africaines dans la prévention des conflits et de la médiation (FEMWISE-Afrique). La première est une initiative onusienne, lancée en mai 2017 et co-dirigée depuis par Catherine Samba-Panza, ancienne Présidente de la Transition centrafricaine, et Dr Speciosa Wandira, ancienne Vice-présidente de l'Ouganda. La deuxième est une initiative de l'Union africaine, lancée en avril 2018.

Entretien croisé avec Léa Mboua Doumta Koyassoum, ancienne Vice-présidente de l'Assemblée nationale de transition et ancienne Ministre ; Aissatou Sahada, Présidente de l'Organisation des femmes musulmanes de Centrafrique ; Bernadette Gambo, Parlementaire ; Euphrasie Nanette Yandoka, Présidente de l'Association nationale d'appui aux femmes libres ; et Diane Adoum, Présidente du Cercle de réflexion et

d'échanges permanents des étudiantes et élèves.

MINUSCA FOCUS : Vous êtes qualifiées de femmes leaders. Pour vous, qu'est-ce que cela veut-dire ?

Léa Mboua Doumta Koyassoum : Ayant eu la chance d'accéder à de hautes fonctions dans mon pays, je cherche à mettre mon expérience à la disposition des autres sœurs. Nous estimons que chaque femme est un leader et nous voulons que les femmes de l'arrière-pays découvrent leur leadership, parce que ce pays a besoin de nous toutes. Nous sommes les plus nombreuses et nous avons eu la chance d'aller jusqu'à diriger ce pays pendant ses moments les plus difficiles (ndlr : Catherine Samba-Panza a été Présidente de la Transition du 23 janvier 2014 au 30 mars 2016).

Aissatou Sahada : Je suis avec mes sœurs chrétiennes qui se battent pour que notre pays soit en paix. Nous, femmes musulmanes, avons subi beaucoup de violence, mais cette crise

nous aura poussées à sortir de nos maisons pour devenir des leaders. Je remercie Dieu, et mon mari, qui me laisse faire ce travail, parce que peu d'hommes musulmans laisseraient leurs épouses faire ce que je fais aujourd'hui.

Euphrasie Nanette Yandoka : Je suis fière d'être une jeune femme leader parce que dans notre pays, seules les mamans sont considérées comme des leaders. Cela est en train de changer grâce à l'action de AWLN et FEMWISE. Nous sommes avec nos sœurs musulmanes pour les sensibiliser à devenir des femmes leaders.

Diane Adoum : Je suis heureuse d'être entourée de mamans qui ont des valeurs et des compétences et qui nous ont beaucoup appris. La relève est assurée, et ce grâce à des femmes comme Catherine Samba-Panza, Lea Mboua Doumta Koyassoum, ou encore Chantal Touabena, qui ont accepté de partager leurs expériences avec nous. Ce sont toutes des modèles que nous, jeunes femmes, pouvons copier.

Que voulez-vous apporter aux femmes rurales ?

Léa Mboua Doumta Koyassoum : En tant que femmes, nous avons les mêmes aspirations où que nous nous trouvons, que ce soit en ville ou dans l'arrière-pays : la paix et le bien-être de nos familles. Être leader, ce n'est pas que pour les intellectuelles ; ma mère n'a jamais mis les pieds à l'école, et pourtant c'est elle qui m'a orientée dans la bonne direction ! Nous allons donc à la rencontre des femmes rurales, non pas pour leur enseigner des choses, mais pour apprendre d'elles et porter leurs voix au niveau international.

Bernadette Gambo : Les femmes rurales ont les mêmes caractéristiques que nous ; la seule chose qui leur manque est un accompagnement, et notamment des formations pour les aider dans leurs responsabilités agricoles, ménagères et autres. D'où l'intérêt de leur offrir des structures d'encadrement comme les Maisons de la femme où elles peuvent se retrouver, se former, partager et apprendre à être des leaders. Ce sont elles les cheffes de famille, surtout pendant les périodes de crise ; elles en possèdent déjà le savoir-être et le savoir-faire, il ne leur manque qu'un appui financier et technique, en particulier en matière d'alphabétisation.

Euphrasie Nanette Yandoka : Les femmes de l'arrière-pays sont des femmes braves et courageuses qui ont subi beaucoup de violence. Nous voulons faire entendre la voix des victimes et les aider à devenir des leaders comme nous. Il y a un important travail de sensibilisation à faire vis-à-vis d'elles, mais

aussi vis-à-vis des éléments des forces armées qui pensent qu'ils peuvent rester cachés et échapper à la justice. Je suis fière d'être une femme victime et je dis « Nous, les victimes d'abord ! Non à l'amnistie et oui à la réparation pour les victimes ».

Comment comptez-vous vulgariser l'accord de paix dans les provinces ?

Diane Adoum : Notre force vient du fait que nous nous rendons en province en réseau ; nous sommes toutes parties prenantes à différentes associations qui ont décidé de travailler de concert. Nous ne partons donc pas de manière individuelle mais sous l'égide du comité de pilotage de AWLN. Cela démontre que les femmes centrafricaines sont engagées et solidaires pour aider notre pays à sortir définitivement de cette crise.

Aissatou Sahada : Les femmes de l'arrière-pays ne savent pas ce que contient l'APPR. Moi-même, qui suis à Bangui, je ne savais pas ce que c'était avant que la MINUSCA nous l'explique. Il faut donc approcher nos sœurs pour faire le même travail de sensibilisation avec elle.

Léa Mboua Doumta Koyassoum : Nous savions que les femmes ne pouvaient pas faire partie de l'équipe de négociateurs qui est allée à Khartoum, puisque cela ne concernait que le gouvernement et les groupes armés. Maintenant que l'APPR est là, et grâce au travail de la section des Affaires politiques de la MINUSCA, nous sommes conscientes du rôle que nous pouvons jouer pour le retour à la paix.

Bernadette Gambo : La paix est un long processus. Notre pays subit cette crise depuis plusieurs années, et ce que nous sommes en train de faire est un travail de longue haleine. Chacun doit conseiller à ses enfants de remettre les armes pour que le processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) puisse avoir lieu sur l'ensemble du territoire. Il faut accepter que certains dirigeants de groupes armés soient maintenant au gouvernement, parce que c'est le seul moyen de permettre à la paix de revenir. Il faut reprendre les rênes du développement de notre pays, sinon qu'allons-nous laisser à nos enfants et à nos petits-enfants ?

Euphrasie Nanette Yandoka : Nous aimerions faire en sorte que les victimes ne deviennent pas les bourreaux de demain. Pour cela, il faut que le gouvernement aide les victimes, les indemnise et ainsi permettre le travail de réparation. Sans indemnisation des victimes, il n'y aura pas de paix. ■

Dès le retour de Khartoum, la section Genre et la Division des Affaires politiques de la MINUSCA ont organisé une rencontre avec les femmes leaders afin de leur présenter le contenu et surtout susciter leur engagement dans la mise en œuvre dudit Accord. Ainsi, le 28 mars, les femmes leaders ont partagé cette information avec les femmes leaders de Bangui à l'occasion d'un atelier organisé à cet effet. Avec l'appui de la MINUSCA, les femmes leaders ont ensuite identifié 32 associations pour aller simultanément dans les 16 préfectures (deux associations par préfecture) de la RCA et vulgariser le contenu de l'APPR aux femmes leaders et aux communautés à la base. A cette même occasion, les points focaux du Réseau des Femmes Leaders ont été mis en place dans chaque chef-lieu des 16 préfectures. La mission confiée à ces points focaux était de continuer la vulgarisation dans chaque sous-préfecture et dans chaque commune de la RCA. Cette activité est inscrite dans le plan d'action d'African Women Leaders Network (AWLN RCA) qui couvre la période de 2019 à 2021.

AU NOM DE L'APPROPRIATION NATIONALE DE L'APPR



De la vulgarisation de l'Accord politique pour la paix et de réconciliation (APPR) dépend, dans une large mesure, sa réussite. C'est aussi l'objectif du gouvernement et de ses partenaires. Tous en effet s'accordent sur le fait que l'Accord de paix doit être disséminé et bien expliqué à tous les Centrafricains, tant il est vrai que « de la compréhension de l'Accord dépendra aussi la gestion des attentes et des impatiences » des populations, comme l'avait fait valoir la Sous-secrétaire générale pour l'Afrique au Département des opérations de paix, Mme Bintou Keita Mme Keita, lors de sa visite, une dizaine de jours après sa signature, en compagnie du Sous-secrétaire général pour l'appui à la consolidation de la paix, Oscar Fernandez-Taranco, et l'Ambassadeur du Maroc à l'ONU et Président de la "Configuration République Centrafricaine" de la Commission de la consolidation de la paix des Nations unies, Omar Hilale, venus réaffirmer l'appui politique et l'accompagnement financier et technique par la communauté internationale de l'Accord, lesquels sont « basés sur l'appropriation nationale

et l'inclusivité ». A l'instar du Secrétaire général de l'ONU, le Conseil de sécurité avait aussi souligné qu'il était « important que la mise en œuvre se fasse de manière transparente et avec la participation des organisations de la société civile, y compris des femmes et des jeunes ».

Et c'est dans l'optique de faire connaître à tous les Centrafricains le contenu et le bien-fondé de l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), que le gouvernement et diverses structures de la société civile, appuyés par des partenaires, dont la MINUSCA, se sont donnés pour principale mission de sensibiliser les populations sur l'APPR. A cet effet, le Gouvernement a élaboré une stratégie de communication axée sur la communication de masse, la communication de proximité et le plaidoyer. Diverses activités ont donc été organisées sur toute l'étendue du territoire, utilisant différents outils et canaux de communication pour une meilleure compréhension des messages.

TOUR D'HORIZON D'UN ÉCHANTILLON D'ACTIVITÉS

Ndéle - 8 août

Le village de Mballa, situé dans la commune de Mbollo-Kpata à 90 Km de la ville de Ndele (Nord), a été retenu dans le cadre de la composante "Appui aux communautés d'accueil" du Projet de réintégration des ex-combattants dans la préfecture de Bamingui-Bangoran. Il a dans ce cadre reçu, le mercredi 7 août 2019, une équipe conjointe d'évaluation Organisation Internationale des migrations – MINUSCA, dans le cadre d'un projet à impact rapide (QIP). Objectif : recueillir l'engagement de cette communauté de 675 habitants pour mener à bien le projet de construction d'un nouveau bâtiment scolaire pour ses 180 élèves (dont 67 filles) qui devra remplacer l'école en matériaux de fortune du village. A l'occasion, l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine a été expliqué aux populations, notamment les engagements des différentes parties. Il est prévu l'arrivée imminente de 2000 copies de résumés de l'Accord en Français, Sango et Arabe qui seront remises aux autorités locales pour diffusion auprès de différentes communautés. La protection de civils était aussi au menu des échanges. ■



Ndéle - 21 juin



Effervescence particulière au stade municipal de Ndele, à l'occasion de la finale de la compétition de football de soutien à l'Accord politique de paix et de réconciliation. Le tournoi, doté du trophée "Vent de la paix", s'est achevé en présence du Préfet, Amine El Mahad, du Chef de bureau de la MINUSCA à Ndele, Thomas Vaah, des autorités administratives et d'une

foule nombreuse. Initiée par la MINUSCA et organisée par la ligue de football de Bamingui-Bangoran, la compétition a regroupé huit équipes. Si chez les dames, la Sélection A a pris le dessus sur la Sélection B avec un score de 1 but à 0, chez les hommes, c'est NFC qui a été plus forte qu'Atletico avec un score de 3 buts à 0. Le tout dans une ambiance de fête alliant danses traditionnelles et sketches sur l'Accord de paix. ■

Paoua - 24 juin

Dans le cadre de la commémoration de la Journée mondiale de l'environnement, le bureau de la MINUSCA et les autorités locales de Paoua (Ouham-Pendé) ont organisé une journée de sensibilisation sur la protection de l'environnement. Un concours scolaire de ramassage d'ordures a été organisé avec les élèves de l'École mixte 1 de la ville. Laurent Westelain, Chef de bureau de la MINUSCA à Paoua, a insisté sur la nécessité de protéger l'environnement, et profité de l'occasion pour rappeler l'importance de la contribution de tous les Centrafricains dans la mise en œuvre de l'Accord de paix. Un match de football entre l'équipe du Bataillon camerounais et Mbakara FC de Paoua a clôturé la journée. ■



Bangui - 27 juin

« Éduquer une femme, c'est éduquer une nation ». Ces mots de Boris-Ephrem Tchoumavi, Assistant du Représentant spécial adjoint de la MINUSCA pour les affaires politiques, résumant à eux seuls le sens des deux jours de sensibilisation des femmes journalistes et bloggeuses au stade "20 000 places" de Bangui le 27 et 28 Juin. L'objectif de ces journées a été d'expliquer le contenu de l'Accord politique de paix et de réconciliation et les étapes de sa mise en application aux communicatrices, pour leur permettre de mieux communiquer sur ce sujet d'intérêt national. Comme l'ont souligné les différents intervenants, signer un accord n'est que le début du processus,



tant un accord de paix n'existe que s'il est mis en œuvre. Or une grande part du succès de la mise en œuvre de l'Accord de paix réside dans sa compréhension, sa vulgarisation et son appropriation par le peuple. De fait, les femmes journalistes, de par leur proximité constante avec la population, sont des partenaires de choix dans la vulgarisation de l'APPR. « En communiquant de façon non partisane et fiable sur le contenu de l'Accord, vous contrez les rumeurs et la propagande, vous recréez de la confiance en permettant à la population de mieux comprendre ses dispositions » explique ainsi Dimitri Yolangba du Ministère de la communication et des médias. ■

Obo - 24 juin

La deuxième édition de la Coupe de football de la paix à Obo, dans la préfecture du Haut-Mbomou, a connu son épilogue le 23 juin 2019, dans un stade Tita Mopoi plein à craquer. Devant plus de 5000 personnes, c'est le Racing Club d'Obo (RCO) qui l'a emporté aux tirs au buts au détriment de Mission catholique Obo sports (MCOS). A l'occasion, Pierre Ouambeti-Guine, Inspecteur de la jeunesse du Haut-Mbomou a sensibilisé l'assistance sur l'importance de la paix dans le pays. « Cette paix, si on ne l'a pas, on ne peut pas se déplacer de son domicile jusqu'au stade pour assister à une si belle finale », a-t-il expliqué. Il a en outre demandé aux joueurs d'utiliser les valeurs de l'Olympisme que sont la tolérance, le respect, l'honnêteté, le courage et la solidarité dans la vie de tous les jours, afin de consolider la paix dans les foyers, les familles et le pays. ■



Berberati - 22 juillet



Dans le cadre de sa tournée dans les régions du pays, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, s'est rendu le 18 juillet 2019 à Berberati (Ouest). Il a ainsi discuté avec divers acteurs de la vie publique à Kaga Bandoro (Centre), Birao (Nord), Bria (Est) et Bouar (Ouest) de la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation. « Les choses marchent bien ici ; j'aimerais saluer l'exemple de Berberati dans le processus de paix », a dit Mankeur Ndiaye, qui a cité notamment le renforcement de l'autorité de l'État. Sur place, il a été aussi question de projets à impact rapide (QIPs) engagés par la MINUSCA dans la région pour accompagner les efforts de relèvement de la population et de l'administration locale. Occasion pour le Représentant Spécial de saluer le travail de la Préfète de Mambéré-Kadéi et du Préfet de Sangha-Mbaéré, et de réitérer son engagement à accompagner différents projets dans ces deux préfectures. La protection des civils et de la transhumance, préoccupations majeures des populations, ont également été évoquées, de même que les défis relatifs aux groupes illégaux. ■



CHRONOLOGIE

24 janvier au 4 février 2019 à Khartoum Négociations entre le gouvernement et les groupes armés, finalisation de l'Accord politique de paix et de réconciliation.



5 février 2019 à Khartoum Paraphé de l'Accord de paix en présence de Omar El Bechir, Président de la République du Soudan, de Faustin-Archange Touadera, Président de la République Centrafricaine et Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'Union africaine.



6 février 2019 à Bangui Signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation.



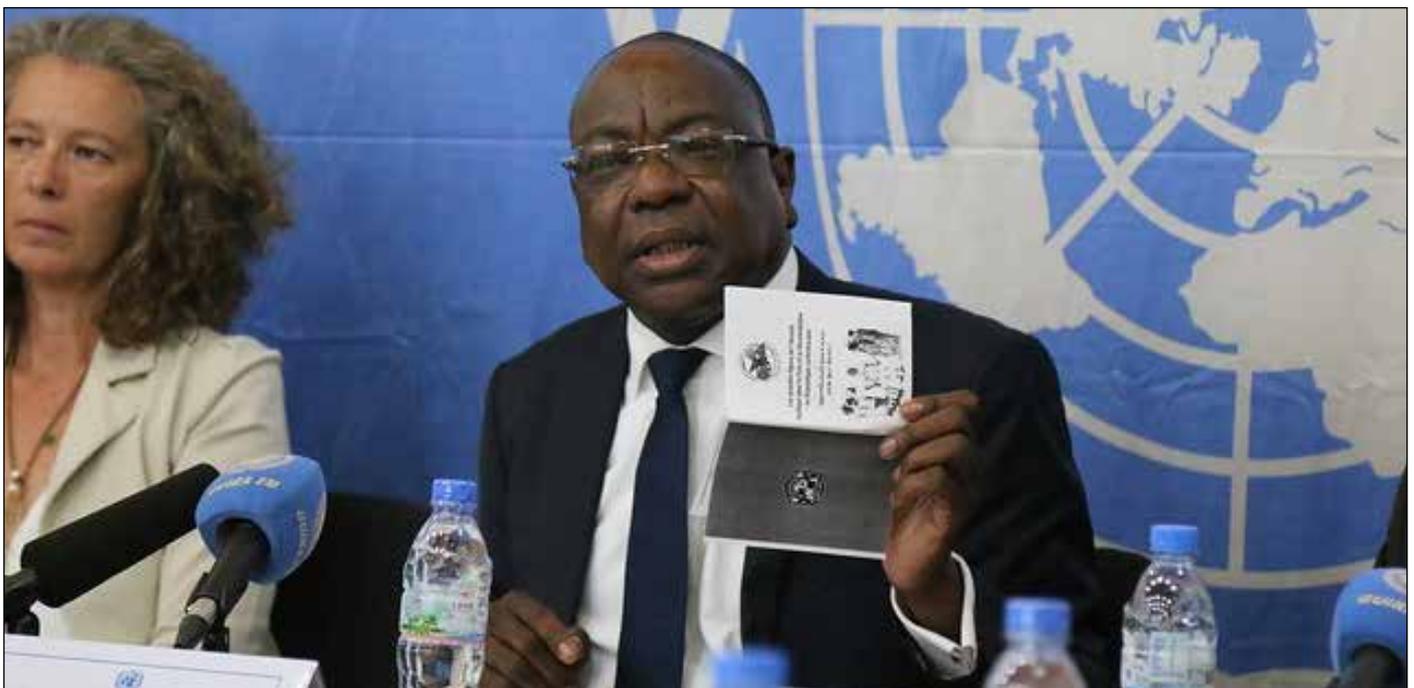
12 avril 2019 Mission conjointe de l'Union africaine, des Nations unies et de l'Union européenne pour appuyer les parties centrafricaines dans la phase initiale de mise en œuvre de l'Accord de paix.



16 avril 2019 à Bangui Réunion d'évaluation de la mise en œuvre de l'Accord de paix entre Firmin Ngrebada, Premier ministre centrafricain et Smaïl Chergui, Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint des Nations unies aux opérations de paix, et Koen Vervaeke, Directeur général Afrique du Service européen pour l'action extérieure de l'Union européenne.



15 mai 2019 à Bangui Lancement des travaux du Comité exécutif de suivi de l'Accord de paix.



ENSEMBLE POUR LA PAIX
ET LA RÉCONCILIATION EN RCA

SOUTENONS L'ACCORD POLITIQUE DE PAIX ET
DE RÉCONCILIATION



“hd” Centre pour le dialogue démocratique

ACCORD

Search for Common Ground

SANTEGIDIO